

RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 07380
Numéro SIREN : 907 930 432
Nom ou dénomination : J.A.D HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 07/12/2021 sous le numéro de dépôt 21509

J.A.D HOLDING
Société par Actions Simplifiée
Capital de 1 000 €

Siège social
6 RUE DE LA CROIX DE LA CHAISE
95190 FONTENAY-EN-PARISIS

SOCIETE EN COURS DE FORMATION

LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

Associés	Montant de l'apport en euros	Montant libéré en euros lors de la création de la société, au moins égal à la moitié de l'apport en numéraire	Nombre d'actions attribués en rémunération de l'apport
Mr Cyril Jimmy DIRIL, 6 RUE DE LA CROIX DE LA CHAISE 95190 FONTENAY-EN-PARISIS	500 € Cinq cents euros	500 € Cinq cents euros	50 actions Cent actions
Mme Adeline Marie DIRIL (née BECQUE) 6, Rue de la Croix de la Chaise 95190 FONRENAY-EN-PARISIS	500 € Cinq cents euros	500 € Cinq cents euros	50 actions Cent actions
TOTAL	1.000 € Mille euros	1.000 € Mille euros	100 actions Cents actions

Certifié exacte, sincère et véritable par :

M. Cyril Jimmy DIRIL, actionnaire et Président de la Société **J.A.D HOLDING**, SAS en cours d'immatriculation.

A Fontenay en Parisis, le 15 novembre 2021





CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, WILLIAM PAILLARD
agissant en qualité DIRECTEUR D AGENCE
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 2 037 713 591 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 1.000,00 euros
(MILLE EUROS €) (*Lettres et chiffres*)

par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Monsieur DIRIL CYRIL

Né(e) le 01/03/82 à BEYTUSSEBAP
et demeurant

6 R DE LA CROIX DE LA CHAISE 95190 FONTENAY EN PARISIS

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) J.A.D HOLDING
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

6 R DE LA CROIX DE LA CHAISE 95190 FONTENAY EN PARISIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société J.A.D HOLDING en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A GONESSE

Le 26/05/21

P/P :

LCL
Espace PRO Porte de Roissy
2 Place du Général LECLERC
95400 ARNOUVILLE

(*) rayer les mentions inutiles

J.A.D HOLDING

**Société par Actions Simplifiée
Au capital de 1 000 €**

Siège social

**6, Rue de la Croix de la Chaise
95190 FONTENAY-EN-PARISIS**

RCS de PONTOISE : En cours de formation

STATUTS CONSTITUTIFS

15/11/2021

LES SOUSSIGNÉS

Monsieur Cyril Julien DIRIL

6, Rue de la Croix de la Chaise

95190 FONRENAY-EN-PARISIS

Né le 1^{er} mars 1982 à BEYTUSSEBAP (99)

De nationalité Française

Marié sous le régime de la communauté légale à Madame Adeline Marie DIRIL (née BECQUE)

Madame Adeline Marie DIRIL (née BECQUE)

6, Rue de la Croix de la Chaise

95190 FONRENAY-EN-PARISIS

Né le 19 mai 1983 à BOULOGNE-BILLANCOURT

De nationalité Française

Marié sous le régime de la communauté légale à Monsieur Cyril Julien DIRIL

**ONT ÉTABLI, AINSI QU'IL SUI, LES STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS
SIMPLIFIÉE DEVANT EXISTER ENTRE LUI ET TOUTE AUTRE PERSONNE QUI
VIENDRAIT ULTÉRIEUREMENT ACQUÉRIR LA QUALITÉ D'ACTIONNAIRE.**

TITRE I FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIEGE – DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par le propriétaire des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société par Actions Simplifiée régie par les articles L. 227-1 à L.227-20 du Code du commerce et les textes subséquents ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France ou à l'étranger :

- La gestion d'un portefeuille de titre dont la Société pourrait devenir propriétaire par achat, apport ou tout autre moyen ;
- La fourniture de moyens et prestation, d'animation, de services administratifs, financiers, comptables ou de secrétariat au profit de tout société l'idée par une participation ou autres ;
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessous ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement. La participation directe ou indirecte de la Société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : « **J.A.D HOLDING** ».

Cette dénomination pourra être modifiée par décision collective extraordinaire des actionnaires.

Tous actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent toujours indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du siège social, de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au **6, Rue de la Croix de la Chaise à FONTENAY-EN-PARISIS (95190)**.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution ou prorogation anticipée. Cette durée viendra donc à expiration en 2120.

Cette durée peut, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois sans que cette prorogation ne puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, les actionnaires devront être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II

CAPITAL SOCIALE – FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS ET CAPITAL SOCIAL

6.1 Les apports

6.1.1 Apports en numéraire

Monsieur Cyril Julien DIRIL, apporte la somme de CINQ CENTS EUROS (500 €).

Madame Adeline Marie DIRIL, apporte la somme de CINQ CENTS EUROS (500 €).

Le total des apports en numéraires s'élève à MILLE EUROS (1 000 €).

L'actionnaire unique apporte ladite somme en pleine propriété à la Société.

Cette somme de 1 000 € sera déposée sur un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Le retrait de cette somme ne pourra avoir lieu, par le Président de la Société, que sur présentation du certificat d'immatriculation délivré par le Greffier du Tribunal de Commerce.

6.1.2 Apports en nature

Néant

6.1.3 Apports en industrie

Néant

6.2 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000 €).

Il est divisé en CENTS (100) actions sociales égales d'un montant de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de UN (01) à CENT (100), intégralement libérées, souscrites en totalité par les actionnaires et attribuées à chacun d'eux dans les proportions de leurs apports respectifs, soit de la manière suivante :

6.3 Répartition du capital

Monsieur Cyril Julien DIRIL apporte la somme de CINQ CENTS EUROS (500 €), en contrepartie de qui lui sont attribuées CINQUANTE (50) actions sociales numérotées de 01 à 50 inclusivement ;

Madame Adeline Marie DIRIL apporte la somme de CINQ CENTS EUROS (500 €), en contrepartie de qui lui sont attribuées CINQUANTE (50) actions sociales numérotées de 51 à 100 inclusivement ;

Monsieur Cyril Julien DIRIL, actionnaire unique	Propriétaire de :	50 Actions
Madame Adeline Marie DIRIL, actionnaire unique	Propriétaire de :	50 Actions
Total		100 Actions

Le total du nombre des actions composant le capital social est de.....CENTS (100).

6.4 Comptes courants

Outre leurs apports, les actionnaires pourront toujours laisser à la disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes seront inscrites au crédit d'un compte courant ouvert au nom de l'actionnaire apporteur.

Les comptes courants ne peuvent être débiteurs et la Société à la faculté de les rembourser en tout ou en partie après avis donné par écrit un (1) mois à l'avance, sous réserve d'entente contraire entre le Président et l'actionnaire concerné.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des actionnaires statuant selon les modalités et conditions fixées par les présents statuts sur le rapport du Président. Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par les dispositions, l'augmentation ou la réduction du capital.

7.1 Augmentation du capital social

Le capital social peut ainsi être augmenté, en une ou plusieurs fois, représentation d'apport en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen soit de l'émission d'actions nouvelles soit de l'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire :

- Les actionnaires, proportionnellement au montant de leurs actions, ont droit de préférence irréductible à la souscription de ses actions en numéraire et mise pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant le délai de souscription s'il provient d'une action elle-même négociable ;
- L'assemblée qui décide c'est augmentation peut décider, dans les conditions prévues par les dispositions légales, de supprimer totalement ou partiellement ce droit préférentiel de souscription. Les actionnaires peuvent également renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription à la quotité du nominal (ou du pair) prévue dans les dispositions légales et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Sous réserve des exceptions prévues par les dispositions légales, le capital existant doit être intégralement libéré avant toute augmentation de son montant par émission d'actions à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du Président est seule compétente pour décider une augmentation du capital.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves ou bénéfices, la collectivité des actionnaires délibèrent aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital des réserves ou bénéfices appartiennent au nu propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être apprécié par un ou plusieurs Commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de Commerce.

7.2 Réduction du capital social

La réduction du capital peut être décidée pour quelque cause que ce soit et dès qu'on est de quelque manière que ce soit, notamment pour cause de perte ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidé que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à remettre celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformer la Société en une autre forme sociale.

En cas d'une observation de ses dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 8 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les actions sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet, par un intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 9 – DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

9.1 Droit de l'actionnaire sur l'actif social et sur les bénéfices

Chaque action donne droit dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, et ceci selon les conditions et modalités par ailleurs, éventuellement stipulées dans les présents statuts.

S'il y a lieu et pour parvenir à ce résultat, il sera fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prise en charge par la Société et auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions au profit des actions pourrait donner lieu.

9.2 Obligations des actionnaires

- i. Les actionnaires sont tenus de respecter les présents statuts ainsi que les décisions des organes sociaux dans la mesure où la possession d'une (1) action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des organes sociaux.
- ii. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.
- iii. Les héritiers, créanciers, ayant droit ou autre représentant d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir la position des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ses biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapprocher aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.
- iv. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

- En cas d'indivision :

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises.

- En cas de démembrement d'action : nue-propriété et usufruit :

Le droit de vote aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée générale qui s'est réunie après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

TITRE III

CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 10 – MODIFICATION DANS LE CONTRÔLE D'UNE SOCIÉTÉ ACTIONNAIRE

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

- 10.1** En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle, direct ou indirect, d'un actionnaire personne morale quel qu'en soit la cause, (cession, apport, fusion, augmentation ou réduction de capital, succession, etc.) celle-ci doit en informer le Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze (15) jours à compter du changement de contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité de la ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, l'actionnaire personne morale pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts.

- 10.2** Dans les six (6) mois de la réception de la notification visée au 10.1 ci-dessus, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

- 10.3** Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission, d'une dissolution ou d'un décès d'une personne physique actionnaire de ladite société.

ARTICLE 11 – EXCLUSION D'UN ACTIONNAIRE

11.1 Exclusion de plein droit

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

11.2 Exclusion facultative

L'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- Violation significative des statuts ;
- Exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société ;
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un actionnaire ;
- Changement de contrôle d'un actionnaire personne morale.

11.3 Modalité de décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux-tiers (2/3) des voix des actionnaires disposant du droit de vote. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prends pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les actionnaires sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les actionnaires seront consultés à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

11.4 Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- Notification à l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans un délai de quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des actionnaires, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres actionnaires ;
- Convocation de l'actionnaire concerné à une réunion préalable des actionnaires tenue au plus tard six (6) jours avant la date prévue pour la consultation des actionnaires sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais la présence d'un huissier de justice.

11.5 Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'actionnaire concerné, prend effet à compter de son prononcé.

11.6 Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suppression des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'actionnaire exclu.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

La totalité des actions des actionnaires exclu doit être cédée, sans un délai d'un (1) mois à compter de la décision d'exclusion, à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans un délai d'un (1) mois de la décision de fixation du prix.

TITRE IV

ORGANES DE CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12 – COMITÉ DE DIRECTION

12.1 Nomination

Il est créé un Comité de direction, composé de deux (2) membres au moins et de sept (7) membres au plus, personnes physiques ou personnes morales, actionnaires ou non de la Société.

Les membres du Comité de direction sont désignés par la collectivité des actionnaires statuant à la majorité simple des voix.

La personne morale, membre du Comité de direction est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment au cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

En cours de vie sociale, les membres du Comité de direction sont renouvelés et remplacés par décision collective des actionnaires statuant à la majorité simple des voix.

Les membres du Comité de direction sont toujours rééligibles.

12.2 Révocation et durée du mandat

La durée du mandat des membres du Comité de direction est fixée à trois (3) ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Il n'y a pas d'âge limite à l'exercice, pour une personne physique, des fonctions de membre du Comité de direction.

Les fonctions de membre du Comité de direction prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Un membre du Comité de direction peut être révoqué à tout moment par les actionnaires statuant à la majorité simple des voix. Cette révocation n'a pas à être motivée.

12.3 Rémunération

La collectivité des actionnaires statuant à la majorité simple, peut allouer aux membres du Comité de direction à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le Comité de direction répartit librement cette rémunération entre ses membres.

Les membres du Comité de direction peuvent également être liés à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un travail effectif.

12.4 Pouvoirs

Le Comité de direction exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président. Les décisions suivantes relatives à la Société doivent être soumises à l'autorisation préalable du Comité de direction prise à la majorité des deux-tiers (2/3) des votes de ses membres :

- i. Toute dépense ou tout engagement relatif à un achat d'actif pour un montant supérieur à CENT MILLE EUROS (100 000 €) ;
- ii. Tout contrat pourtant sur un montant supérieur à CENT MILLE EUROS (100 000 €) ;
- iii. Tout bail portant sur un bien immobilier ou acquisition de la propriété d'un bien immobilier.

Les décisions suivantes relatives à la Société doivent être soumises à l'autorisation préalable du Comité de direction prise la majorité simple des voix de ses membres :

- i. La conclusion de tout contrat de travail ou de consultant avec un salarié, un cadre ou un mandataire social de la Société ayant une rémunération annuelle supérieure à SOIXANTE MILLE EUROS (60 000 €) et/ou qui ne peut être résilié sans le versement d'une indemnité ou sans préavis de trois (3) mois ;
- ii. Tout octroi de garantie, indemnité ou sûreté en garantie des obligations de tout autres personnes pour un montant supérieur à CENT MILLE EUROS (100 000 €) ;
- iii. Toute conclusion de sûreté sur l'un des éléments d'actif de la Société ;
- iv. Toute conclusion de prêt d'argent ou obtention de toute avance ou crédit sous toute forme autre qu'un crédit fournisseur d'un montant supérieur à CENT MILLE EUROS (100 000 €).

12.5 Réunion

Le Comité de direction se réunit au moins une (1) fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

La convocation est effectuée par le Président et par tous les moyens compris verbalement et doit intervenir au moins trois (3) jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai. Le Comité de direction peut également être convoqué par tout membre à la demande d'un-tiers (1/3) de ses membres.

Les réunions du Comité de direction se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tous les moyens de communication appropriés (conférence téléphonique, électronique ou vidéoconférence).

Les réunions du Comité de direction sont présidées par le Président. En cas d'absence du Président, le Comité de direction désigne la personne appelée à présider la réunion par la majorité des membres participant à la séance.

12.6 Décisions du Comité de direction

Le Comité de direction ne délibère valablement qu'aux conditions de quorum et de majorité suivantes :

- Il ne pourra valablement délibérer qu'en réunissant un minimum de deux (2) membres ;
- Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Comité de direction présents ou représentés, à l'exception des décisions visées l'article 12.4 qui doivent être prises à la majorité des deux-tiers (2/3) ;
- En cas de partage des voix, la voix du Président n'est pas prépondérante.

Tout membre du Comité de direction peut donner, par lettre ou tout autre moyen de télécommunication, mandat à un autre membre du Comité de direction de le représenter à une séance du Comité de direction.

Chaque membre du Comité de direction peut disposer, au cours d'une même séance, d'une ou plusieurs procurations reçues par application de l'alinéa précédent.

12.7 Procès-verbaux

Les décisions du Comité de direction sont constatées dans de procès-verbaux établis et signés par le Président de séance et au moins un membre du Comité de direction. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

ARTICLE 13 – PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société est représentée, dirigée, administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non, de la Société

13.1 Nomination

Est nommé Président de la Société :

Monsieur Cyril Julien DIRIL

6, Rue de la Croix de la Chaise

95190 FONRENAY-EN-PARISIS

Né le 1^{er} mars 1982 à BEYTUSSEBAP (99)

De nationalité Française

Marié sous le régime de la communauté légale à Madame Adeline Marie DIRIL (née BECQUE)

A ce présent et intervenant qui déclare accepter cette fonction, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

Le Président est désigné par décision collective des actionnaires. La décision de nomination déterminera la durée de son mandat, le montant et le caractère fixe ou variable de son éventuelle rémunération, et pourra fixer des limitations à ses pouvoirs, sans que ces limitations soient opposables aux tiers.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. La personne morale nommée Présidente de la Société désignera un représentant permanent personne physique, chargé d'assumer ses fonctions.

13.2 Durée des fonctions

Le Président est nommé en principe pour une durée indéterminée, sauf décision collective contraire des actionnaires. Dans cette hypothèse, la durée de son mandat est renouvelable.

Les fonctions de Président cessent par :

- L'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- Son décès ;
- Sa révocation ;
- Sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un préavis d'un (1) mois ;
- Sa dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- Son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins la majorité des deux-tiers (2/3) du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

13.3 Cumul des mandats

Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandat.

13.4 Non-concurrence

Pendant la durée de son mandat, le Président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la Société.

13.5 Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération sur décision du Comité de direction.

En outre, le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

13.6 Pouvoir et délégations

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

A cet égard, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet sociale et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives du Comité de direction et/ou des actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi.

Le Président peut, dans la limite de ses attributions et sous sa responsabilité, conférer toute délégation de pouvoirs, à tout tiers, limitée dans son objet (en vue de la réalisation d'opérations déterminées) et limitée dans le temps.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

ARTICLE 14 – DIRECEUR GÉNÉRAL

14.1 Nomination

Sur la proposition du Président, le Comité de direction peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, qui sont investis des pouvoirs le plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoir attribués au Président.

14.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire du Comité de direction ou des actionnaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président ou par décision collective du Comité de direction ou des actionnaires. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, les fonctions de Directeur Général cessent par :

- L'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- La rupture de son contrat de travail (le Directeur Général serait réputé démissionnaire le premier jour du délai de son préavis) ;
- Son décès ;
- Sa révocation ;
- Sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à expiration d'un préavis d'un (1) mois ;

- Son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

14.3 Rémunération

Les fonctions du Directeur Général ne seront rémunérées que sur la base du contrat de travail conclu avec la Société, étant précisé que la fonction Directeur Général est distincte de celle de salarié.

14.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction générale que le Président.

Il pourra ainsi disposer des pouvoirs les plus étendus afin de diriger, de gérer ou d'engager à titre habituel la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires, et dans ce cadre, il devra être déclaré comme Directeur Général au Registre du Commerce et des Sociétés et figurer sur l'extrait du Registre du Commerce et des Sociétés, en plus du Président.

Nonobstant ce qui est dit ci-dessus, le Directeur Général ne peut pas sans l'accord préalable et écrit du Président ou du Comité de direction, prendre les décisions suivantes ou conclure les actes suivants :

- Acquisition, apport et cession de participations dans d'autres sociétés ou constitution de sûretés sur ces participations ;
- Apport, achat ou vente, prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- Achat, vente, échange ou apport de tous actifs immobiliers ou actifs immobilisés incorporels ;
- Constitution ou dissolution de filiales ;
- Création ou suppression de succursales ou d'établissements secondaires ;
- Souscription d'engagements hors bilan et/ou emprunt et/ou décision d'investissement portant sur une somme supérieure à TRENTÉ MILLE EUROS (30 000 €) par engagement ou par emprunt ou par opération ;
- Octroi de garanties sur l'actif social,
- Abandon de créances.

TITRE V DÉCISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 15 – DÉCISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre en particulier les décisions suivantes :

- Transformation de la Société en toute autre forme ;
- Modification des statuts, sauf transfert du siège sociale ;
- Modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- Fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- Dissolution ou liquidation de la Société ;
- Nomination des Commissaires aux comptes ;

- Nomination et révocation du Président ;
- Fixation de la rémunération du Président ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- Continuation de l'activité de la Société malgré une perte de plus de la moitié du capital social ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Toute émission de valeurs mobilières, y compris les valeurs mobilières composées, et plus généralement de tout titre pouvant attribuer une quotité du capital de la Société ou le droit de vote au sein d'un quelconque organe de la Société ;
- L'augmentation des engagements des actionnaires ;

Et généralement, toute modification des statuts, sauf disposition contraire des présents. Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Seront qualifiées d'extraordinaires les décisions collectives des actionnaires emportant modification des statuts.

Toutes décisions collectives des actionnaires non qualifiées d'extraordinaires seront qualifiées d'ordinaires.

ARTICLE 16 – RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

16.1 Convocation

Les assemblées générales représentent l'universalité des associés. Ses décisions obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par le Président ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux comptes, soit par un ou plusieurs actionnaires réunissant plus d'un-quart (1/4) du capital social. Pendant la période de liquidation, les assemblées générales sont convoquées par le ou les Liquidateurs.

Le Président doit en tout état de cause convoquer les actionnaires au moins une (1) fois par an en vue de l'approbation des comptes annuels et de l'affectation des résultats. La décision des actionnaires doit intervenir dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice dont les comptes sont examinés.

La convocation est faite quinze (15) jours avant la date de l'assemblée par tous moyens : par lettre simple, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au dernier domicile connu des associés, même verbalement. Néanmoins, ce délai n'a pas à être respecté si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors de la délibération. La convocation doit comporter la date et le lieu de la réunion, le mode de délibération, l'ordre du jour, le projet du texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires, à moins que ces derniers ne soient tenus à leur disposition au siège social.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

16.2 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation et figure sur les lettres de convocation. En cas de convocation par un mandataire de justice, l'ordonnance portant désignation du mandataire fixe l'ordre du jour de l'assemblée.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président et/ou le Directeur Général et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 17 – ADMISSION AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

- 17.1** Tout actionnaire a le droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, et ce personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion.
- 17.2** Tout actionnaire peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire remis par la Société sur sa demande présentée au moins cinq (5) jours avant l'assemblée. A défaut, d'indication de vote sur une résolution, le vote sera considéré comme positif.
- 17.3** Tout actionnaire ne peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

ARTICLE 18 – BUREAU – PROGES-VERBAUX - PORTÉE

18.1 Bureau de l'assemblée

L'assemblée générale est présidée par le Président ou, en son absence, l'actionnaire présent représentant le plus grand nombre d'actions.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes ou par mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Le bureau ainsi constitué peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

18.2 Procès-verbaux des délibérations des assemblées générales

Les décisions collectives prises en assemblées doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les actionnaires présents. La signature pourra intervenir par tous moyens (télécopie, signature électronique etc.). Ils valent feuille de présence.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des actionnaires présents et représentés, les

documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque actionnaire.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimés dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il est signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou sur feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

18.3 Portée des décisions des assemblées générales

Les décisions collectives des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 19 – QUORUM – DROIT DE VOTE – VOTE – REGLES DE MAJORITÉ

19.1 Règles de quorum

Ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant adressé le formulaire de vote par correspondance, dans les délais réglementaires, possèdent au moins un quart (1/4) des actions ayant le droit de vote. Ce quorum doit être atteint lors du vote de chacune des résolutions soumises à l'assemblée. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que les formulaires dûment complétés et reçus par la Société au moins trois (3) jours avant la date de l'assemblée.

19.2 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une (1) voix au moins.

Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance. Dans ce cas, les actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans les délais requis participent au vote lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour, mais elles ne prennent pas part à ce vote si l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérant, en totalité ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

Au cas où les actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des actions. A cet effet, le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage, sous la forme et dans le délai indiqué dans la convocation.

19.3 Vote

Le vote s'exprime par tous les moyens, notamment à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

Les décisions collectives seront adoptées en assemblée générales, par consultation écrites et/ou par conférence téléphonique, et/ou par conférence sur internet, et/ou par vidéoconférences, et/ou par la signature d'un acte sous seing privé par les actionnaires.

Néanmoins, la tenue d'une assemblée est de droit si la demande en est faite par un (1) ou plusieurs actionnaires ou, s'il s'agit d'une décision relative à l'approbation des comptes annuels, par le commissaire aux comptes

19.4 Règle de majorité

Les décisions collectives des actionnaires sont adoptées par un ou plusieurs actionnaires représentant la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote :

- Celles prévues par les dispositions légales ;
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires ;
- La dissolution de la Société ;
- La transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- L'inaliénabilité temporaire des actions.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à la majorité des deux-tiers (2/3) des actionnaires disposant du droit de vote :

- L'exclusion d'un actionnaire ;
- La révocation du Président ;
- La cession forcée des actions d'un actionnaire et la suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire.

ARTICLE 20 – INFORMATION PRÉALABLE DES ACTIONNAIRES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application des dispositions légales, sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les actionnaires peuvent à toute époque, mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois (3) derniers

exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq (5) derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

TITRE VI COMMISSAIRE AUX COMPTES – EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RÉSULTATS
--

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société peut être exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L. 227-9-1 du Code de commerce.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les actionnaires peuvent nommer par décision prise par la majorité des actionnaires représentant plus des deux-tiers (2/3) des actions sociales un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires ou suppléants.

Tout actionnaire peut demander en justice la nomination d'un Commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs missions et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 22 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article du Code de commerce, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à conditions normales, sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 23 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice sociale continue de commencer le 1^{er} janvier et de se terminer le 31 décembre de chaque année civile.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2022. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 24 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

A la clôture de chaque exercice, il est :

- Dressé l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ;
- Dressé les comptes annuels ;
- Annexé au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle ;
- Etabli un rapport de gestion contenant les indications fixées par les dispositions légales et réglementaires. Le rapport de gestion inclus, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires ;
- Etabli, le cas échéant, les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes dans les conditions légales.

Dans le six (6) mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 25 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

- 25.1** Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
- 25.2** Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application des dispositions légales.

Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dix pour cent (10%) du

capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieurs et des sommes portées en réserves en application des dispositions légales ou statutaires, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve facultatifs, ordinaires ou extraordinaires, ou de report à nouveau.

Le solde, s'il existe, peut être réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les dispositions légales ou statutaires ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 26 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, le Président. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés à chaque actionnaires sur présentation de son inscription en compte.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu de pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application des dispositions légales ou statutaires et compte tenu du rapport bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établie que les bénéfices avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits au bénéfice de l'État, à qui la Société doit les verser.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en action.

TITRE VII

PERTES GRAVES - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 27 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié (1/2) du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par les dispositions légales, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délivrer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

La société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales, ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur (ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs) représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et d'apurer son passif.

La dénomination sociale doit être suivie de la mention « Société en liquidation ». Cette mention ainsi que le nom du ou des Liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Toutefois, la cession de l'actif est soumise aux restrictions légales ci-après :

- La cession globale de l'actif de la Société ou rapport de cet actif à une autre Société, notamment par voie de fusion, requiert le consentement unanime des actionnaires,
- Sauf consentement unanime des actionnaires, la cession de tout ou partie de l'actif de la Société à une personne ayant eu la qualité d'associé en nom ou de Président, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de commerce, le Liquidateur dûment entendu,
- La cession de tout ou partie de l'actif de la Société au Liquidateur ou à ses employés ou à leurs conjoints, ascendants ou descendants, est interdite.

Les actionnaires peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'action de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou l'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 30 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La Président est expressément habilitée à passer et souscrire, dès ce jour, pour le compte de la Société en voie de formation, tous actes et engagements nécessaires à la constitution de la Société et conformes à l'intérêt social, tels que l'ouverture et le fonctionnement de tout compte bancaire.

ARTICLE 31 - AUTORISATION ET ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

31.1 Il a été accompli, dès avant ce jour pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présentes.

Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera de plein droit, reprise par elle desdits actes et engagements.

31.2 Les soussignés donnent mandat au Président, à l'effet de conclure pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, les actes qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées dans un état annexé aux présentes avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la Société.

L'immatriculation de la Société emportera de plein droit, reprise par elle des actes et engagements mentionnés dans cet état.

ARTICLE 32 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés conjointement et solidairement par les actionnaires au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée. À compter de cette immatriculation ils seront entièrement pris en charge par la Société, portés au compte de « Frais d'établissement » et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution des dividendes.

ARTICLE 33 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au Président ou à toute personne mandatée par elle à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi, à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, ainsi qu'à l'effet de déposer tous documents au Centre de formalités des entreprises compétent dans le ressort du siège social pour l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

En autant d'exemplaires que nécessaires,

A Fontenay-en-Parisis, le 15 novembre 2021

Monsieur Cyril Julien DIRIL
Président et Associé unique



Madame Adeline Marie DIRIL (née BECQUE)
Associée

